

Olivier DUPÉRE

Maître de conférences en droit public – Université de La Réunion

Membre du Centre de recherche juridique (E.A. 14)

Courriel : olivier.dupere@univ-reunion.fr



I – FORMATION

A. Université Montesquieu-Bordeaux IV :

- *Doctorat en Droit* (Droit public), mention Très honorable avec félicitations : 2004-2010
- *D.E.A. en Droit public*, mention Assez Bien : 2003-2004
- *Maîtrise en Droit public*, mention Assez Bien : 2002-2003
- *Licence en Droit et Licence d'Administration publique*, mentions Bien : 2001-2002
- *D.E.U.G. en Droit*, mention Assez Bien : 1999-2001

B. Lycée Gustave-Eiffel, Bordeaux :

- *Classe préparatoire à l'E.N.S. Cachan, Section D1 (Économie, Droit, Gestion)* : 1999-2001, admissible au concours 2001

C. Lycée Largenté, Bayonne :

- *Baccalauréat E.S.*, mention Assez Bien : 1998-1999

II – SITUATIONS STATUTAIRES

A. Université de La Réunion :

- *Maître de conférences en droit public* : depuis novembre 2013

B. Conseil National des Universités :

- *Membre suppléant élu de la section 02 – Droit public* : depuis 2023
- *Qualification aux fonctions de maîtres de conférences en droit public (section 02)* : 2012 (n°12202218449)

C. Université Montesquieu-Bordeaux IV :

- *Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche* : 2007-2009 ; 2010-2011
- *Moniteur de l'Enseignement Supérieur* : 2005-2007
- *Allocataire de recherche (Ministère)* : 2004-2007

D. Lycée Gustave-Eiffel (Bordeaux) :

- *Vacataire d'enseignement* : 2009-2010 ; 2011-2013

III – RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

A. Université de La Réunion :

1 – Cours magistraux :

- *Institutions administratives et judiciaires* (L1 et L2 Droit – 24h) : 2015-2016
- *Institutions administratives* (L2 Droit) : 2014-2015

- *Droit administratif II* (L2 Droit – 42h, puis 36h) : depuis 2017-2028

- *Contentieux administratif* (L3 Droit – 36 puis 30h) : depuis 2014-2015
- *Contentieux administratifs spéciaux* (M1 Droit public – 10h) : 2015-2016

- *Finances publiques* (L2 Droit – 24h) : depuis 2013-2014
- *Finances et comptabilité publiques locales* (M2 Droit public – 20h) : 2015-2020

- *Droit de l'urbanisme* – partie « Mise en œuvre du droit de l'utilisation des sols » (M1 Droit public – 13h) : 2021-2022

- *Droit de l'environnement*
 - M1 Droit public – 2x30h : 2013-2015
 - M1 Droit public/M2 Patrimoine – 24h : 2015-2017
 - M1 Droit public – 30h : depuis 2022-2023
- *Droit international de l'environnement* (M2 Relations internationales – 24h) : 2014-2015
- *Évaluations environnementales* (M2 Biodiversité, Écologie, Évolution – Écosystèmes aquatiques, littoraux et insulaires – 5h) : 2019-2021 ; 2022-2023

- *Droit des risques naturels*
 - M2 Droit public – 20h : 2014-2015
 - M2 Droit public (parcours Droit de l'action publique et libertés) – 14h : depuis 2020-2021
 - M1 Sciences de la Terre et des planètes, environnement (parcours ressources et risques naturels) – 7h : 2020-2021
- *Outils juridiques et opérationnels de la gestion des risques et des catastrophes*, M2 Risques et environnement, 16h : depuis 2022-2023

- *Gestion des espaces maritimes* (M2 Droit public, parcours Droit de l'action publique et libertés – 14h) : depuis 2020-2021
- *Économie bleue* (volet juridique du module transversal commun aux : M2 Économie appliquée – Développement durable et aménagement du territoire ; M2 Biodiversité, Écologie, Évolution – Écosystèmes aquatiques, littoraux et insulaires ; M2 Valorisation chimique et biotechnologique de la biodiversité tropicale – 10/12h) : depuis 2020-2021

- *Acteurs publics de l'océan Indien* (M2 Droit public, parcours Droit de l'action publique et libertés – 7h) : depuis 2020-2021

2 – Travaux dirigés :

- *Droit constitutionnel* (L1 Droit – 20h) : 2013-2014
- *Droit public des biens* (L3 Droit – 18h) : 2016-2020

3 – Conférences d'actualité juridique :

- *Droit public des activités économiques* (I.E.J. – 10h) : 2014-2016
- *Droit des libertés en état d'urgence* (M1 Droit public – 4h) : 2015-2016

4 – Autres responsabilités pédagogiques :

- Référent « Université » pour la CPGE ENS D1 mise en place en partenariat avec le Lycée Leconte-de-Lisle (Saint-Denis) : depuis 2021-2022
- Responsable du D.U. *Ambition* sur le site du Tampon (et à ce titre recherche des intervenants, gestion des emplois du temps, séances de revue de presse) : 2016-2021¹
- Référent, pour l'Université de La Réunion, de stages d'étudiants en L3, M1 et M2 : depuis 2014-2015
- Direction du tutorat des L1 Droit (site du Moufia) : 2015-2016
- Direction d'un groupe d'étudiants dans le cadre du « Collège de Droit » : 2014-2015²

B. Université Montesquieu-Bordeaux IV- Travaux dirigés :

- *Droit constitutionnel* (L1 Droit – 30h) : 2004-2005 ; 2006-2009 ; 2010-2011
- *Droit administratif* (L2 Droit – 30h) : 2005-2006 ; 2010-2011
- *Droit des libertés fondamentales* (L3 Droit – 15h) : 2006-2009

C. Lycée Gustave-Eiffel (Bordeaux) :

- *Droit constitutionnel et droit administratif* : 2009-2013
Préparation d'étudiants inscrits en classe préparatoire à l'épreuve de droit public du concours d'entrée à l'E.N.S. Cachan, section D1 (cours et interrogations orales)

IV – TRAVAUX SCIENTIFIQUES

A. Thèse :

- *Le « fédéralisme normatif » en droit constitutionnel français : l'alinéa 15 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 (L'influence de la pensée juridique de Georges Scelle sur les constitutions françaises de 1946 et 1958)*, 1312 pp. (version remaniée, à jour le 11 décembre 2011 ; en cours de révision en vue d'une future publication) – sous la direction de M. le Professeur Ferdinand Mélin-Soucramanien.

B. Ouvrages :

1 – Ouvrages personnels (1) :

- *Droit et volcanisme en France*, à paraître.
- *Les sources juridiques de la départementalisation ultra-marine*, Bayonne, Institut Universitaire Varenne, collection « Kultura », 2017, 222 pp.

¹ D.U. parallèle aux L2 et L3 Droit, A.E.S. et Économie, destiné : a) à renforcer les compétences des étudiants en culture générale, anglais et expression orale ; b) à les initier à d'autres matières que celles de leur cursus principal – Économie, Histoire et/ou Droit suivant les cas – ainsi qu'à la note de synthèse. Le diplôme permet notamment d'intégrer dans des conditions privilégiées le Master 1 Droit public parcours « Préparation aux concours A/A+ » de l'Université de La Réunion ou les Masters de l'I.E.P. de Paris.

² D.U. parallèle à la L2 et à la L3 Droit, essentiellement tourné vers le développement de la culture générale des étudiants.

2 – Directions d'ouvrages (3) :

- avec Cathy POMART, *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, IFJD – Institut Louis-Joinet, collection « Colloques et Essais », **2023**, pp. [Actes d'une journée d'études organisée à l'Université de La Réunion le 16 septembre 2022].
- avec Loïc PEYEN, *L'intégration du droit de l'environnement dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, collection « Droit(s) de l'environnement », **2017**, 218 pp. [Actes d'une journée d'études doctorale organisée à l'Université de La Réunion le 28 janvier 2016].
- *Constitution et droit international – Regards croisés sur un siècle de pensée juridique française*, Bayonne, Institut Universitaire Varenne, collection « Colloques et Essais », **2016**, 383 pp. [Actes d'une journée d'études de l'A.F.D.C. organisée à Bordeaux le 15 novembre 2013].

3 – Contributions à des ouvrages (21) :

- « Une introduction – Brèves réflexions générales sur la portée de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques », in Olivier DUPÉRÉ et Cathy POMART (dir.), *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, *op. cit.*, pp.
- « La garantie de la 'protection de la santé' à l'égard des 'populations d'outre-mer' – Analyse critique d'une interprétation constitutionnelle fondatrice de la Cour des comptes », in Sara BRIMO et Olivier RENAUDIE (dir.), *Santé et territoire(s)*, Paris, Lexis-Nexis, **2022**, 179 pp., pp. 117-132.
- « La maîtrise des risques liés aux submersions marines en contexte de changements climatiques : un objectif à l'origine d'une mutation du système des normes régissant l'élaboration des plans de prévention des risques littoraux », in François CAFARELLI (dir.), *La résilience des territoires exposés aux risques naturels – Le droit à l'épreuve des risques*, Mare et Martin, collection « Droit public », **2022**, pp. 107-132 [Actes d'un colloque organisé à l'Université Clermont Auvergne les 7 et 8 décembre 2021].
- « La maîtrise des risques liés au recul du trait de côte en contexte de changements climatiques : une source de contraintes rapprochée des citoyens avec la loi 'Climat' », in Nicolas KADA (dir.), *Droit et climat. Interventions publiques locales et mobilisations citoyennes*, Paris, Dalloz, collection « Thèmes et commentaires », **2022**, 274 pp., pp. 77-95.
- « Bassin maritime ultramarin » ; « Convention de Nairobi (pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale) » ; « Départementalisation » ; « Volcanisme », in Géraldine GIRAUDEAU et Mathieu MAISONNEUVE (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Paris, Lexis-Nexis, **2021**, respectivement pp. 51-54 ; pp. 124-129 ; pp. 141-146 ; pp. 535-540.
- « Le droit à la santé » ; « Le droit au logement » ; « Le droit à un environnement sain » – in Ronan BERNARD-MENORET (dir.), *Le grand oral – Les droits et libertés fondamentaux*, Paris, Ellipses, collection « Objectif : devenir avocat », 2^{ème} édition, **2020**, 614 pp., respectivement pp. 434-459 ; pp. 460-495 ; pp. 496-528.
- « Le schéma de mise en valeur de la mer outre-mer. Entre vecteur et élément d'un *continuum* spatio-juridique », in Nicolas KADA (dir.), *Les discontinuités territoriales en droit public*, Paris, Dalloz, collection « Thèmes et commentaires », **2020**, 271 pp., spéc. pp. 219-227.
- « L'activation de l'objectif d'adaptation au changement climatique au sein du régime juridique des plans de prévention des risques naturels prévisibles : la voie primordiale du droit souple en matière de risques littoraux », in Anne-Sophie TABAU (dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? Bilan et perspectives pour l'île de La Réunion*, collection « Confluence des droits », Archives ouvertes de l'UMR DICE, **2018**, pp. 191-218 (https://dice.univ-amu.fr/sites/dice.univ-amu.fr/files/public/301_dupere.pdf) [Actes d'un colloque organisé à l'Université de La Réunion les 15 et 16 novembre 2016].

- « L'outre-mer et les techniques juridiques de la gestion intégrée de la mer et du littoral. De nouvelles perspectives pour la loi Littoral ? », in Jean-Luc PISSALOUX et Anne RAINAUD (dir.), *Les trente ans de la loi Littoral*, Paris, L'Harmattan, collection « Grale », 2017, 418 pp., spéc. pp. 159-234.
- « La Cour européenne des droits de l'homme et l'intégration des enjeux environnementaux aux processus de développement », in Olivier DUPÉRE et Loïc PEYEN (dir.), *L'intégration du droit de l'environnement dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, op. cit., spéc. pp. 27-59.
- « La loi du 19 mars 1946, un droit transitoire de la départementalisation ultra-marine », in Didier BLANC et François CAFARELLI (dir.), *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine. Entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, collection « Droit d'Outre-Mer », 2018, 259 pp., spéc. pp. 25-45 [Actes d'une journée d'études organisée à l'Université de La Réunion le 14 avril 2016].
- « Georges Scelle : le dédoublement d'un internationaliste constitutionnaliste », in Olivier DUPÉRE (dir.), *Constitution et droit international – Regards croisés sur un siècle de pensée juridique française*, op. cit., spéc. pp. 131-178.
- « Le droit à la santé » ; « Le droit au logement » ; « Le droit à un environnement sain » – in Ronan BERNARD-MENORET (dir.), *Le grand oral – Les droits et libertés fondamentaux*, Paris, Ellipses, collection « Objectif : devenir avocat », 2016, 548 pp., respectivement pp. 403-423 ; pp. 424-455 ; pp. 456-484.
- « Démocratie et justice de proximité – Les conditions d'exercice de la fonction judiciaire non-professionnelle », in Xavier BIOY et Fabrice HOURQUEBIE (dir.), *Constitutions, justice et démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 359-382 [Actes de la journée d'études « Justice et démocratie, matière à Constitution ? » organisée à Toulouse le 2 octobre 2009].

C. Revues :

1 – Direction de dossiers (1)

- avec Christian BOUCHARD – Franck DOLIQUE – Jérôme HARLAY – Erwann LAGABRIELLE – Steve PLANTE – François SABATIER, « Préservation, conservation, exploitation : enjeux et perspectives pour un Océan mondial en santé », *Vertigo*, volume 21, n° 1, mai 2021
<https://doi.org/10.4000/vertigo.30433>

2 – Articles (9) :

- Alessandro TADINI – Andrew HARRIS – Julie MORIN – Andrea BEVILACQUA – Aline PELTIER – Willy ASPINALL – Stefano CIOLLI – Patrick BACHÈLERY – Benjamin BERNARD – Jonas BIREN – Antonio BRUM DA SILVEIRA – Valéry CAYOL – Oryaëlle CHEVREL – DIEGO COPPOLA – Hannah DIETTERICH – Amy DONOVAN – Olaya DORADO – Stéphane DRENNE – **Olivier DUPÉRE** – Lucia GURIOLI – Stephan KOLZENBURG – Jean-Christophe KOMOROWSKI – Philippe LABAZUY – Domenico MANGIONE – Stefano MANNINI – François MARTEL-ASSELIN – Étienne MÉDARD – Sophie PAILOT-BONNÉTAT – Victoria RAFFLIN – Michael RAMSEY – Nicole RICHTER – Silvia VALLEJO – Nicolas VILLENEUVE – Silvia ZAFRILLA, « Structured elicitation of expert judgement in real-time eruption scenarios: an exercise for Piton de la Fournaise volcano, La Réunion island », *Volcanica*, 5(1), pp. 105-131 (2022) – <https://doi.org/10.30909/vol.05.01.105131>
- « L'obligation de 'prévention du risque d'attaques de requins' dans l'affaire Bujon – La vision trouble du juge administratif sur la répartition de la charge du risque requin », *Revue juridique de l'Océan Indien*, n° 32 (2021), pp. 481-616.
https://droit-oi.univ-reunion.fr/fileadmin/Fichiers/droit-oi/Revues/32/6. O. Dupe_re_.pdf

- avec Christian BOUCHARD – Franck DOLIQUE – Jérôme HARLAY – Erwann LAGABRIELLE – Steve PLANTE – François SABATIER, « Introduction », in « Préservation, conservation, exploitation : enjeux et perspectives pour un Océan mondial en santé », *ibid.* (<https://doi.org/10.4000/vertigo.30440>).
- « La mise sous tension de l’objet de la recherche par la réalisation de celle-ci : *quid* de la division disciplinaire dans l’effort intellectuel ? Réflexions à partir d’un cas concret », *R.R.J.*, **2020-3** – *Cahiers de méthodologie juridique*, pp. 1343-1352.
- « L’évaluation du risque requin et la détermination des orientations de sa gestion. Perspectives judiciaires franco-mauriciennes », *Revue juridique de l’Océan Indien*, n° 26 (**2019**), pp. 7-41.
<https://droit-oi.univ-reunion.fr/page-1/les-numeros/numero-26/levaluation-du-risque-requin-et-la-determination>
- « Brèves considérations sur la part du droit dans les rapports conceptuels entre ‘risques naturels’ et ‘vulnérabilité’ », *R.D.L.F.*, **2019**, chronique n° 18
<http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/dossier/vulnerabilite-risques-naturels-amenagement-du-territoire-et-politique-de-la-ville/#br%C3%A8ves>.
- « Cinquante ans de jurisprudence pour un traité sexagénaire : le façonnage de la structure du traité Euratom par la Cour de justice », *Revue de l’Union européenne*, **2018**, pp. 326-341.
- « Le procès-verbal falsifié d’une séance de conseil municipal. Entre inexistence et faux en écriture publique aggravé » – Note sous T.A. La Réunion, 9 juillet 2015, Bassire (n° 1400130), *Revue juridique de l’Océan Indien*, n° 23 (**2016**), pp. 54-64.
https://droit-oi.univ-reunion.fr/fileadmin/Fichiers/droit-oi/Revue/23/RJOI_23_2016-02.pdf
- « Le contrôle de constitutionnalité du droit dérivé de l’Union européenne. Lectures croisées par le Conseil d’État et le Conseil constitutionnel », *R.F.D.C.*, **2005**, pp 147-169, *erratum* p 671.

3 – Chroniques [à venir]

D. Communications non publiées (4) :

- « Les autorités publiques face à l’intensité et la temporalité des risques naturels. Comment appréhender la responsabilité civile et pénale en la matière ? », in Assises Régionales des Risques Naturels, 12 et 13 octobre **2023** (Saint-Denis de la Réunion).
- « L’accès du public aux sites éruptifs – questions choisies de responsabilité civile et pénale », in Académie des Laves/Université de La Réunion, *Piton de la Fournaise : gestion des flux humains en période éruptive* (symposium du 10 juin **2023** à Sainte-Rose).
- avec Johanna LEPLANOIS, « Les plans de prévention des risques naturels – une évaluation pertinente des risques ? », in Grande Conférence – Master 2 Recherche Droit de l’environnement (Universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Paris 2 Panthéon-Assas) : *La multiplication des catastrophes naturelles : un bouleversement juridique ?*, 2 juin **2023**.
- « L’intégration des dimensions juridique et opérationnelle en matière de réponse aux catastrophes : une tendance structurante de la coopération internationale », in FONDATION CROIX-ROUGE FRANÇAISE, *La transition humanitaire dans l’océan Indien – Acteurs, enjeux, éthique* (7^{ème} conférence internationale de la Fondation, Saint-Denis de la Réunion, 1^{er} et 2 juillet **2021**).
- « Law and Volcanism in France », in Patrick BACHÈLERY – Oryaëlle CHEVREL – Andrew HARRIS – Aline PELTIER – Nicolas VILLENEUVE, *Effusive crisis response – Virtual workshop*, 12-15 April **2021** (vidéo de l’intervention disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=2R-X1a1nIHl>).
- « La Réunion, Mayotte et les Terres australes et antarctiques françaises face à la Covid-19 : insularisations et état d’urgence sanitaire », in Véronique BERTILE et Pauline GERVIER, *La mise en œuvre de l’état d’urgence sanitaire sur le territoire de la République. Quel bilan et quelles perspectives*

dans *l'Hexagone et en Outre-mer ?* (colloque en ligne des 29 et 30 juin 2020 – vidéo de l'intervention disponible ici : <http://lajdom.fr/index.php/colloque-etat-durgence-sanitaire/>).

- « Les populations d'outre-mer : différence ou indifférence ? Le cas des communautés autochtones guyanaises », in Olivier DESAULNAY et Mathieu MAISONNEUVE, *L'unité de la République et la diversité culturelle* (journée d'études du 31 octobre 2014 à Saint-Denis – La Réunion).

E. Contributions à des projets de recherche :

- Projet de recherche interdisciplinaire GENERISK – *Géohistoire de l'environnement et des risques à La Réunion : le cas du risque requin. Construction et exploration interdisciplinaire d'un système d'archives (cartes, textes, iconographie)*, sous la direction d'Erwann LAGABRIELLE, Maître de conférences en Géographie à l'Université de La Réunion (2023-2025).
- Travaux sur le droit des risques volcaniques menés par les juristes du Centre Michel de L'Hospital de l'Université Clermont-Auvergne (C.M.H., E.A. 4232), sous la direction de Sabrina DUPOUY, Maître de conférences en droit privé, dans le cadre du Challenge 4 du projet I-Site Clermont : *Risques naturels catastrophiques et vulnérabilité socio-économique*.
- Projet de recherche QPC 2020 (financé par le Conseil constitutionnel) : « *Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et d'Agen* », sous la direction de Pauline GERVIER et Florian SAVONITTO, Maîtres de conférences en droit public à l'Université de Bordeaux (Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État – C.E.R.C.C.L.E., E.A. 7436).
- Projet OCÉAN METISS – planification des espaces maritimes dans le Sud-Ouest de l'océan Indien (février 2018-juillet 2020)³.

V – ENCADREMENT SCIENTIFIQUE

A. Post-doctorats

- Guillaume FUTHAZAR, recruté par le Centre Sécurité Requin dans le cadre de son partenariat avec l'Université de La Réunion.
- Fleur DARGENT puis Guillaume DARRIOUMERLE, recrutés dans le cadre du projet OCÉAN METISS (voir ci-dessus).

B. Thèses :

- Co-directeur de la thèse de Brenda LEFÈVRE (bénéficiaire d'une allocation départementale de recherche ; sujet : *La réquisition en droit français* ; première inscription : 2020-2021) – avec Olivier Desaulnay, Professeur de droit public à l'Université de La Réunion⁴.
- Co-directeur de la thèse d'Hanna KUREEMUN (bénéficiaire d'une allocation régionale de recherche sur fonds INTERREG ; sujet : *Les enjeux contemporains du droit de la domanialité publique maritime*

³ OCEAN METISS est un projet transdisciplinaire porté par l'Etat et la Région Réunion, surtout financé par le FEAMP (total : 1,27 millions d'euros), qui associe tous les acteurs intéressés (dont l'Université de La Réunion) en vue de créer les conditions nécessaires au développement des projets de planification des espaces maritimes dans l'Océan Indien. Il est complémentaire des travaux actuellement menés, en parallèle, par le conseil maritime ultramarin de bassin, en vue de l'élaboration du document stratégique de bassin. Il s'inscrit également dans la perspective de plusieurs projets de la Commission de l'Océan Indien.

⁴ La co-direction a été autorisée à titre dérogatoire par le Conseil de l'École doctorale de l'Université de La Réunion, sous condition d'obtenir l'habilitation à diriger des recherches dans les trois années à venir.

à Maurice et aux Seychelles) – avec : Olivier Desaulnay, Professeur de droit public à l’Université de La Réunion ; Rajendra Parsad Gunpath, Professeur de droit à l’Université de Maurice⁵.

- Membre du comité de thèse de Quentin GOASDUFF (bénéficiaire d’une allocation régionale de recherche ; sujet : *La mise en œuvre des instruments de planification des espaces maritimes dans le bassin français de l’Océan Indien* ; première inscription : 2018-2019) – avec Erwann Lagabrielle, maître de conférences en Géographie à l’Université de La Réunion.

C. Mémoires

- Mémoires de recherche Master 2 Droit public/ Master 2 Droit du patrimoine : depuis 2014 (une vingtaine)

D. Animation de la vie scientifique « péi »

- Directeur de la *Revue juridique de l’Océan Indien* (depuis 2017, et le n° 25 plus précisément).
- Chargé de mission « Jeunes chercheurs » du Centre de Recherche Juridique de l’Université de La Réunion : depuis 2014 – en collaboration avec Jonas KNETSCH, Professeur de droit privé (2014-2017), puis Clotilde AUBRY, Maître de conférences en droit privé (2017-2023) et Roberto THIANCOURT, Maître de conférences en droit privé (depuis 2023)⁶.

VI – EXPERTISE SCIENTIFIQUE

- Risque requin : fréquentes sollicitations du GIP « Centre Sécurité Requin » sur les aspects juridiques de l’évaluation et de la gestion du risque requin.
- Risques volcaniques : sollicitations régulières de l’Institut de Physique du Globe de Paris (grand établissement d’enseignement supérieur et de recherche, chargé par le Gouvernement de la surveillance opérationnelle des volcans français), et de la Préfecture de La Réunion, sur les aspects juridiques de l’évaluation et de la gestion des divers risques volcaniques.
- Risques « mouvements de terrains » : sollicitations ponctuelles de la DEAL et du BRGM de La Réunion.

VII – AUTRES ACTIVITÉS EN QUALITÉ D’UNIVERSITAIRE

A. Au sein de l’Université de La Réunion :

- Membre de la commission de sélection des Master 1 Droit public : 2020-2022

⁵ *Idem.*

⁶ La mission comporte d’abord **trois volets spécifiques** : à la charnière du Master et du Doctorat, elle implique l’organisation d’une réunion annuelle d’information sur la thèse à l’attention des étudiants du Master, l’organisation du concours annuel de mémoires Master 2 pour le compte de l’association *LexOI* (partenaire du C.R.J.), ainsi que l’aide aux étudiants pressentis pour bénéficier d’un financement spécial de leur thèse, au sujet des formalités et/ou épreuves préalables exigées à cet effet ; au niveau du Doctorat, la mission suppose d’organiser des séminaires à l’attention des doctorants sur des questions de droit et/ou de méthode, de superviser et de s’impliquer dans les séminaires organisés par ceux-ci, d’organiser des soutenances blanches pour les doctorants en fin de thèse, et de grouper l’ensemble des informations « administratives » nécessaires au bon déroulement de la thèse ; au-delà du Doctorat, la mission a pour objet de recenser l’ensemble de l’information relative aux possibilités de valorisation des thèses, d’organiser des auditions blanches pour les docteurs qualifiés par le C.N.U., et de suivre autant que faire se peut le devenir professionnel des nouveaux docteurs. Par ailleurs, la mission comporte **deux volets transversaux**, relatifs à la communication du C.R.J. : conception et rédaction de la partie de sa « *newsletter* » semestrielle dédiée aux jeunes chercheurs ; suivi des évolutions de chaque jeune docteur, afin de compléter ou de modifier les données pertinentes mises en ligne sur le site Internet du Centre.

- Membre de la commission de validation des acquis (niveau Licence Droit) : 2019-2021
- Membre et rapporteur du Comité de sélection organisé en 2016, par l'Université de La Réunion, pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public.
- Membre et rapporteur de la commission de recrutement organisée en 2016, par l'Université de La Réunion, pour le recrutement d'un PRCE/PRAG en charge du tutorat en L1 Droit.
- Membre de la commission de recrutement des A.T.E.R. en Droit : 2015-2019.

B. Au sein d'associations scientifiques :

- Membre de l'Association des Juristes en Droit des Outre-Mer (AJDOM) : depuis 2019
- Membre de l'association « Droit dans l'Océan Indien » (LexOI) : depuis 2014.

C. Au près d'établissements tiers :

- Membre de jury de validation des acquis de l'expérience (BTS Économie sociale et familiale) : Lycée Roland-Garros (Le Tampon), 2020.
- Membre de jury de validation des acquis de l'expérience (BTS Technico-Commercial) : Lycée Pierre-Lagourgue (Le Tampon), 2018.

D. Au près des médias :

- Interview par *Le Quotidien* au sujet de la portée de la décision 2018-01 OF – Situation de M. Thierry Robert au regard du respect de ses obligations fiscales – rendue le 6 juillet 2018 par le Conseil constitutionnel : compte-rendu dans l'édition du 10 juillet 2018, p. 5.
- Interview par *Le Journal de l'Île de La Réunion* au sujet de l'article « L'obligation de 'prévention du risque d'attaques de requins' dans l'affaire Bujon – La vision trouble du juge administratif sur la répartition de la charge du risque requin » : compte-rendu dans l'édition du 24 février 2022.

NGHI

